

Andris Piebalgs

Commissaire au Développement

Marseille, 12 mars 2012

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Introduction

Je suis ravi de vous accueillir à cette session européenne du sixième Forum mondial de l'eau. Je tiens à remercier nos hôtes français pour l'organisation très professionnelle de cet événement clé.

On dit que, «Nous ne connaissons la valeur de l'eau que lorsque le puits est à sec».

Pour la plupart d'entre nous dans les pays développés, ce dicton reste une métaphore. Mais pour des millions de personnes dans de nombreux pays en développement, des puits secs ou inexistantes sont une dure réalité de la vie. Simplement parce que les ressources pour les infrastructures et les investissements institutionnels pour l'eau n'suffisent pas.

Près d'un milliard de personnes dans le monde n'ont pas d'approvisionnement en eau potable; 2,6 milliards n'ont pas d'assainissement adéquat, et la demande en eau devrait augmenter de 40% d'ici 2030.

Avec ces statistiques choquantes à l'esprit, il est aisé de se rendre compte que la gestion durable de l'eau est indispensable pour la croissance économique, pour la paix et pour la sécurité. La vraie menace de la pénurie des ressources doit être combattue. Nous devons transformer l'eau en une ressource utilisable au bénéfice de nos pays partenaires. Il est évident qu'il y a encore beaucoup de travail à accomplir en ce sens – d'autant plus, si l'on considère que seulement 7% du potentiel africain de ressources en eau a été développé. En outre, plus de 70% de l'eau douce mondiale est déjà utilisée pour l'agriculture, et la production alimentaire devra encore croître.

L'initiative et ses réalisations

L'Initiative UE pour l'Eau a été un moteur important pour notre travail sur les questions concernant l'eau. Et ce, dès son lancement lors du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg en 2002.

Au cours des dix dernières années, elle a démontré que la politique de coopération au développement a fait de réels progrès dans l'amélioration de l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion de l'eau.

Cette Initiative a développé des partenariats solides à travers le monde, de l'Afrique à l'Asie centrale et de l'Amérique latine à la Méditerranée. Elle a donné naissance à un réseau d'institutions de recherche de l'UE. Elle a facilité le dialogue sur les politiques et les stratégies nationales de financement du secteur de l'eau. Et elle a renforcé le soutien aux projets transfrontaliers de gestion de l'eau en Afrique.

Voici donc quelques-unes des nombreuses réalisations de l'Initiative. Son impact est dû en grande partie à l'engagement politique dont elle bénéficie et à l'implication des parties prenantes. En 2004, cet engagement a conduit au lancement de la Facilité ACP-UE pour l'Eau, qui a affecté 700 millions d'euros à des projets pour faire face aux problèmes liés à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement.

Au total, au titre du 10ème FED et des lignes budgétaires spécifiques 2007-2011, le secteur de l'eau et de l'assainissement a reçu quelque 1,3 milliards d'euros pour le financement de projets et d'appuis budgétaires sectoriel. Cet investissement a porté ses fruits: un nombre croissant de pays partenaires ont fait de l'eau et de l'assainissement un secteur prioritaire.

Et ce n'est pas tout. Du milliard d'euros que l'UE a consacré à son Initiative OMD, nous espérons voir près de 280 millions d'euros alloués à l'eau et l'assainissement dans seize pays ACP.

Il convient de rappeler ici que les outils de financement, tels que la Facilité ACP-UE pour l'Eau, réunissent des subventions de la Commission européenne et des prêts, soutenant ainsi la complémentarité et la coordination avec d'autres donateurs.

Notre travail sur l'eau et l'assainissement fait une vraie différence pour des personnes et des familles.

Prenons l'exemple de Gédéon Richè en Haïti. Grâce à un projet que l'UE a entrepris avec la FAO pour améliorer la gestion de l'eau, l'agriculture et l'aquaculture en Haïti, il peut maintenant cultiver des légumes sans craindre que la sécheresse détruise son travail.

Dans la région de Debub en Erythrée, l'UE a contribué au financement de la construction et de la restauration de 2 micro-barrages et 8 puits pour améliorer l'accès à l'eau pour 4 016 ménages, dont des agriculteurs comme Neghesti et sa fille. Le projet a apporté des ressources en eau sûres pour Neghesti tout au long de l'année, ce qui lui permet d'irriguer et de cultiver des nouvelles parcelles de légumes.

Le projet d'assainissement financé par l'UE pour les résidents des bidonvilles de Mukuru au Kenya en 2005 et 2006 a, quant à lui, apporté huit unités sanitaires à huit villages différents, cinq kilomètres de drainage des eaux usées et une formation en hygiène et assainissement pour 400 formateurs, chargés de faire passer le message à plus de quatre milliers de ménages.

La voie à suivre

L'expérience impressionnante de l'UE dans la résolution des problèmes d'eau dans les pays partenaires nous donne une base solide pour l'avenir. Maintenant, nous

devons passer à la vitesse supérieure afin d'aider plus de personnes comme Gédéon et Neghesti.

Nous allons maintenir nos efforts sur les OMD liés à l'eau dans les pays partenaires, poursuivant ainsi les réalisations de l'Initiative UE pour l'Eau. Tout comme il y a dix ans, le partenariat reste au cœur de l'Initiative, axée sur la coopération avec les gouvernements nationaux, les donateurs, l'industrie de l'eau, les ONG et autres intervenants pour offrir plus d'aide au développement efficace. La Plateforme Chine-Europe pour l'Eau qui sera créé au sein de l'Initiative, est un exemple fructueux de coopération. La plateforme visera une compréhension mutuelle des approches chinoises et européennes de la bonne gouvernance dans la mise en œuvre et le développement d'une politique intégrée de l'eau.

Nos efforts pour donner un nouvel élan à notre initiative arrivent au bon moment. La conférence Rio+20 approche à grands pas. De plus, l'UE a lancé son projet de Programme pour le changement pour renforcer l'impact de sa politique de développement sur l'avenir. Tant avec l'Initiative pour l'Eau qu'avec le Programme, nous ne cherchons pas à réinventer la roue, mais bien à viser plus haut. Pour qu'à l'avenir, nous obtenions davantage et de meilleurs résultats.

Une coopération renforcée autour des problèmes eau nous mènera à atteindre les objectifs liés au développement, à la croissance inclusive et durable, et à l'économie verte que nous poursuivons dans le cadre de notre Programme pour le changement. Nous devons transformer les défis en opportunités. Cela comprend l'investissement dans des infrastructures capables de résister au changement climatique et économe en ressources, en se concentrant sur l'efficacité de l'eau dans l'agriculture et sur l'énergie durable.

Enfin, le renforcement des liens entre l'eau et d'autres secteurs, tels que l'agriculture et l'énergie, est crucial. L'UE a compris cela. Le Rapport européen sur le développement 2012 se concentre sur la gestion de l'eau, de l'énergie et des terres pour une croissance inclusive et durable.

Conclusion

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes bien placés pour inclure les actions que nous planifions sur l'eau dans une vue d'ensemble qui cherche à assurer un développement durable pour tous et à garantir à notre planète un avenir à long terme.

Nos discussions ici à Marseille nous aideront à déterminer les prochaines étapes et les domaines dans lesquels le travail des partenariats, tels que l'Initiative pour l'Eau, peuvent se déployer. Elles nous offrent une occasion importante d'intégrer l'eau pleinement dans l'agenda pour le développement durable et la croissance inclusive, qui, pour moi, représente l'avenir.

Nos hôtes français ont appelé cet évènement le «Forum des solutions». Nous devons agir pour que ce soit une réalité. Ce n'est pas le moment des vagues promesses. C'est le moment des solutions et des actions.

Merci.